

## **La Démocratie américaine après Bush :**

### **Assez du parti républicain, retour à l'esprit républicain**

Dick HOWARD

**L'appel aujourd'hui largement répandu à un « changement » traduit la résurgence d'un esprit républicain toujours présent qui caractérise l'Amérique lorsqu'elle est à son plus haut, ce qui, hélas, n'est pas toujours le cas. Quel candidat est le mieux placé pour répondre à cet espoir ? Dick Howard replace le débat dans l'histoire de la démocratie américaine.**

#### **La fin du règne de Bush**

Le règne de Bush a symboliquement pris fin avec l'ouragan Katrina. Lorsque les actualités ont parlé des « réfugiés » fuyant la Nouvelle-Orléans ; que les écrans ont montré les images terribles de ceux qui n'étaient pas en mesure de s'enfuir, réduits à s'en sortir tout seuls dans un stade de football – ou encore, lorsque je fus convié quelques jours plus tard sur une radio pour expliquer ce que voulait dire Hobbes en caractérisant l'état de nature comme la « guerre de tous contre tous » – il est alors apparu clairement que l'abcès, enfin, avait crevé. L'échec à découvrir les prétendues armes de destruction massive en Irak, les choquantes photos de la prison d'Abu Graïb, et la violation manifeste des lois nationales et internationales à Guantanamo, n'avaient pas frappé les esprits américains, avant cette terrible tempête d'août 2005 et son onde de choc. À partir de ce moment, comme si un lainage mal tricoté commençait à voir sa trame et sa chaîne se détricoter, il n'y eut qu'à tirer ce seul fil pour que tout le tissu de l'imposture commence à se défaire.

Katrina révéla, premièrement, l'incurie d'un gouvernement qui avait obtenu sa réélection en promettant de protéger les citoyens. L'agence chargée des catastrophes naturelles avait perdu son indépendance lorsqu'elle fut absorbée par le gigantesque

*Department of Homeland Defense* créé dans le sillage du 11 septembre. Son incurie, deuxièmement, apparaissait comme l'effet d'un certain genre de corruption qui s'était infiltrée au sein d'une administration hostile à toute forme d'opposition, même dans ses propres rangs ; c'était un régime sans freins ni contrepoids. Troisièmement, cela était lié à un projet global consistant à placer ses amis partout dans les structures du pouvoir (y compris parmi les acteurs du lobbying : c'était l'époque du scandale Jack Abramoff, qui finit par mener au moins deux membres du Congrès sous les verrous où ils sont encore aujourd'hui). La loyauté politique était récompensée, plutôt que la compétence. Il devint clair, pour finir, que la corruption représentait une menace pour la république ; ce n'était pas seulement affaire d'enrichissement personnel, mais une attaque contre la « vertu » qui constitue la base de toute république.

Sur cette arrière-fond, un autre effet de la machine politique de Bush s'accusa davantage : les « réfugiés » de la Nouvelle-Orléans étaient dans leur grande majorité des Noirs, et ils étaient pauvres. Dans un sens, cela n'avait rien de surprenant ; mais dans le cadre républicain classique dont les Américains se souvenaient confusément, l'inégalité raciale et économique prit un poids différent : c'était une source de honte. Contrairement à la culpabilité, qui est intériorisée et individuelle, la honte se manifeste dans les yeux des autres et réclame des remèdes sociaux. L'autisme de la politique étrangère de Bush est mis en question par la redécouverte de la honte ; il n'est pas besoin d'être un spécialiste de politique étrangère pour savoir que la réputation des Etats-Unis a été entachée, ni un idéaliste pour se rappeler qu'ils furent autrefois, et peuvent de nouveau, être confiés à de meilleures mains.

### **L'appel à l'esprit républicain**

Dans ce contexte, l'appel aujourd'hui largement répandu à un « changement » traduit la résurgence d'un esprit républicain toujours présent qui caractérise l'Amérique lorsqu'elle est à son plus haut, ce qui, hélas, n'est pas toujours le cas. A présent, selon une enquête du *Wall Street Journal* et de NBC News menée juste avant le début des primaires en janvier, 24% des Américains, quel que soit leur choix partisan, désirent « de petits réajustements », 29% un « aménagement modéré », tandis qu'un gros 46% aspire à des « réformes majeures » et une conception « entièrement nouvelle » de la politique.

Mais l'appel à un « esprit républicain » est tout imprégné d'ambiguïté ; le parti Républicain a ses propres revendications sur ce slogan. Le républicanisme classique assumait

l'existence d'un « bien commun » transcendant les divergences d'intérêts des citoyens, lesquels devaient être sacrifiées si nécessaire. Et, dans la politique étrangère, son universalisme peut tourner à l'impérialisme, avec d'imprévisibles conséquences sur le plan intérieur<sup>1</sup>. Je reviendrai sur ces ambiguïtés et ces espoirs au terme de cet article.

Les ambiguïtés du projet républicain classique suggèrent que le régime de Bush junior peut être vu comme l'héritier intégral du mot d'ordre de Reagan : « America's back ! » (l'Amérique est de retour). Après l'interrègne de Clinton, les néo-conservateurs (ce qui n'incluait à l'époque ni Bush, ni Rice) ont entrepris de réaliser les objectifs qu'ils avaient proposés de manière privée à la fin du gouvernement de Bush père, avant de les rendre publics dans le « *Project for a New American Century* » (*Projet pour un nouveau siècle américain*) en 1997<sup>2</sup>. Leurs objectifs concordaient à merveille avec les rêveries démesurées et les méthodes sournoises des leaders du parti Républicain, séduits par le plan ambitieux de Karl Rove, qui posait les bases d'une hégémonie durable, sur le modèle de ce qu'avait concocté Mark Hanna pour la présidence McKinley en 1896, durant laquelle l'Espagne fut chassée du Nouveau Monde et les Philippines conquises (au prix d'une longue et coûteuse guerre de guérilla). Le support financier était assuré par des coupes sans précédents dans les impôts des sections les plus riches de la société, créant ainsi un écart de richesse évoquant la rapacité des « *Robber Barons* » (« Barons Pillards ») du temps de McKinley.

La création d'une nouvelle oligarchie politique devait s'établir sur la conquête intégrale de tous les leviers disponibles du pouvoir *et* l'écrasement sans pitié de toute source de résistance. Les leaders Républicains des deux chambres du Congrès ne souffraient aucune contestation. À la chambre des députés, la fêrule de Tom DeLay était absolue, les Démocrates étaient exclus des débats dès que l'occasion s'en présentait, et les contestataires dans les rangs Républicains étaient pénalisés (tandis qu'on fermait les yeux sur les péchés véniels, financiers ou sexuels, de ceux qui restaient fidèles). La destination des projets en faveur des privilégiés impliquait que le gouvernement soi-disant économe et minimaliste, non-interventionniste,

---

<sup>1</sup> Cf. l'ouvrage provocant de Peter Bender, *Weltmacht Amerika. Das neue Rom* (Klett-Cotta, 2003), auquel la traduction française, *L'Amérique, nouvelle Rome. L'engrenage de la puissance* (Bouchet-Chastel, 2005), ajoute un sous-titre éclairant.

<sup>2</sup> Le projet fut établi dans ses grandes lignes par le sous-secrétaire de la Défense, Paul Wolfowitz, sous la direction du secrétaire à la défense Cheney. Il portait la vision d'un monde dans lequel l'Amérique ne tolérerait aucun rival à sa domination du monde ; son unilatéralisme serait renforcé par l'usage de la préemption militaire en cas de nécessité. Une fuite révéla l'existence du document de 46 pages, dans un article du *New York Times* publié le 7 mars 1992 ; sur quoi le document fut édulcoré et rendu public le 15 avril suivant.

creuse largement le déficit, mais les fidèles du parti, à la botte du pouvoir, fermaient les yeux sur cette contradiction. Le Sénat, tenu par les Républicains, donna au Président un blanc-seing pour nommer des fonctionnaires à son service, oubliant son devoir constitutionnel de « conseiller et consentir » aux nominations. Lorsque les Démocrates osèrent émettre des objections, les Républicains brandirent la menace de ce qu'ils nommaient eux-mêmes « l'option nucléaire », qui réduirait à néant les droits de l'opposition. Résultat, le pouvoir judiciaire déborde à présent de Républicains doctrinaires nommés à vie, dont les mesures ont d'ores et déjà commencé à démanteler et abroger les acquis de l'ère des droits civiques remontant aux années 60, tout en satisfaisant aux exigences exorbitantes du pouvoir exécutif, couronnement de l'édifice bushien.

Plus grave que l'asphyxie, par les Républicains, du Congrès et du pouvoir judiciaire, fut l'élargissement des pouvoirs de la présidence. Dick Cheney en rêvait depuis le temps où il était chef du personnel de la Maison blanche sous Gerald Ford quand, suite aux abus de Nixon, les « Réformes du Watergate » rétablirent l'équilibre constitutionnel parmi les diverses branches du gouvernement, en particulier sous la forme d'un contrôle de la présidence exercé par le Congrès et le pouvoir judiciaire. Ce n'est pas seulement en raison du 11 septembre que le pouvoir présidentiel s'est accru ; Cheney avait déjà refusé de livrer les noms des gens qu'il consultait au sujet de la réforme de la politique d'énergie américaine. C'était là la première prétention à un « privilège de l'exécutif » concernant la présentation de documents ou des dépositions du personnel administratif devant les commissions du Congrès. Ce n'était pas la dernière, en dépit de la reprise du Congrès par les Démocrates en 2006.

On peut voir une autre manifestation de cette nouvelle branche omnivore de l'exécutif dans le scandaleux abus de pouvoir du *Department of Justice*, principalement par la nomination (et le limogeage) de procureurs fédéraux et leurs choix, clairement politiques, de ceux qu'il convient de poursuivre ou relaxer ( par exemple, l'ancien gouverneur Démocrate de l'Alabama, Don Seligman, a été condamné à une peine de cinq ans de prison sur la charge de corruption, pour des agissements qui, eût-il été Républicain, n'auraient certainement jamais été seulement présentés à la cour).

Mais assez. Comme dirait Machiavel, à *supposer* qu'il soit nécessaire de prendre le pouvoir d'une telle manière, on peut en effet imiter les actions de ce Prince, comme il faudrait imiter celles de Borgia, Sforza, ou même le vil Agathocle, décrit au chapitre intitulé « De

ceux qui sont parvenus à la principauté par scélératesse ». Mais était-il nécessaire de suivre ce chemin dans une Amérique dont l'esprit républicain ne s'est pas évanoui brusquement le 11 Septembre 2001 ? Et cela était-il sage ? cela pouvait-il marcher ? Après tout, rappelons-nous que Machiavel était un républicain qui avait compris les limites autant que la nécessité d'un pouvoir politique.

### **Fragile coalition des Républicains**

L'intempérance de Bush ne pouvait durer ; l'édifice commença à se fissurer, à l'instar des barrages qui ont rompu à la Nouvelle-Orléans. L'opinion publique, éveillée par les conséquences de Katrina, était lasse, depuis longtemps, du borbier militaire ; beaucoup conservaient le souvenir du 1er mai 2003, quand le président-héros avait atterri sur le porte-avions Abraham-Lincoln sous la banderole « Mission accomplie ». Mais la mission n'était pas seulement militaire; comme dans les affaires intérieures, la clique de Bush confondait force et politique. La victoire totale vous laisse démuni lorsque le vent tourne.

Mais le désir aujourd'hui quasi universel d'un « changement », adopté par tous les candidats des deux partis ne représente aucun projet concret d'alternance. Quel type de changement ? Avec quels participants (ou acteurs)? Avec quels objectifs ? Même les Républicains, tout particulièrement ceux qui s'inquiètent de leur avenir et ne se sentent tenus à aucune fidélité à l'égard d'un président sortant, veulent le « changement ».

Les partis politiques américains sont traditionnellement des coalitions de groupes d'intérêts. La « coalition Reagan » dont George W. Bush a hérité se compose de trois groupes distincts : les électeurs attachés aux valeurs, qu'offusque le relativisme du siècle et qui sont unis par un même évangélisme religieux ; les libertariens qui veulent réduire les impôts et limiter le champ du gouvernement ; et les ex anti-communistes alliés aux néo-conservateurs qui veulent conserver l'hégémonie américaine. Cette coalition s'est formée à une époque bien particulière (les années 80) en des circonstances particulières (un parti démocrate au progressisme fossilisé, prisonnier des membres de sa propre coalition), et autour d'un chef particulier (Reagan, puis George Bush comme « anti-Clinton » en 2000, réélu en 2004 sur une plate-forme de peur).

Telles que se profilaient les primaires de 2008, il était évident que la coalition était en train de se craqueler. Chaque composante avait son propre candidat : le candidat des valeurs

et de la religion, Mike Huckabee, a gagné la primaire en Iowa ; les forces militant pour un gouvernement réduit et la réduction d'impôts a remporté une victoire dans le Michigan avec Mitt Romney ; tandis que la faction favorable à une politique étrangère agressive pouvait revendiquer une victoire grâce à l'aptitude de John McCain à rallier les votes indépendants dans le New Hampshire – bien que Rudy Giuliani, jouant de son rôle de maire de New York lors du 11 septembre, était en lice pour le soutien de la Floride. On pouvait imaginer qu'aucun candidat ne domine les primaires, ce qui aurait donné lieu à des marchandages de bas étage à la Convention (du genre : « nous voterons pour votre candidat si le nôtre devient votre vice-président ou secrétaire d'Etat... »), cela aurait affaibli le candidat final, qui aurait été dénoncé comme une marionnette par l'opposition. Or, par un concours de circonstances due en partie au fait que les Républicains accordent tous les délégués à celui qui récolte le plus de voix, Huckabee et Romney se sont mis en échec l'un l'autre, et McCain pouvait ainsi rafler la mise (par exemple, en obtenant 38% contre 24% et 28%). La difficulté pour McCain sera de réunir le parti autour de sa personne, ce qui ne sera pas simple.

### **Du côté des Démocrates**

Quant aux Démocrates – qui, notons-le, paraissent assurés d'élargir leur majorité dans les deux chambres du Congrès – une alternative se présente: transition, ou transformation. Une troisième possibilité serait de tenter de renouveler la très vieille coalition, dont les jours de gloire remontent au New Deal qui fut bricolé au milieu du siècle passé. Elle tente de réveiller les vieux fantômes évoqués lors du fameux discours de réélection du 31 octobre 1936 à Madison Square Garden, lorsque Franklin Roosevelt s'en prit à ceux qui « se sont mis à considérer le gouvernement des États-Unis comme un simple appendice de leurs propres affaires. Nous savons à présent, continuait-il, qu'un gouvernement aux mains des pouvoirs d'argent est tout aussi dangereux qu'une dictature de la canaille. Jamais auparavant, dans toute notre histoire, ces forces n'avaient été aussi unies contre un seul candidat comme ils le sont aujourd'hui. Ils font l'unanimité dans leur haine à mon encontre – et je salue leur haine. » Cela pouvait aboutir à une forme renouvelée de populisme, personnifiée par John Edwards. L'ardeur combative est admirable ; mais la lutte des classes trouve peu d'écho dans un pays dont l'histoire est restée pénétrée de ses origines républicaines et du caractère démocratique de ses relations sociales. Et John Edwards dut en tirer les conséquences, se retirant de la course.

Les Démocrates dont la principale préoccupation est de revenir au pouvoir (et de « transformer » les perdants de l'ère Bush en « gagnants » de demain) ont tendance à soutenir Hillary Clinton. Typique de sa manière de faire campagne est l'annonce publicitaire diffusée peu avant Noël. Mrs Clinton y parle ostensiblement à elle-même, se demandant où mettre les cadeaux portant l'étiquette : « Universal Health Care » (Couverture sociale universelle) ou « Alternative Energy » (Énergie alternative), avant de dévoiler un cadeau surprise intitulé « universal pre-K »<sup>3</sup>. Comme le souligne le chroniqueur du *New York Times*, Frank Rich, (13 janvier 2008), cette présentation morcelée de la réforme est typique de son directeur de campagne, Mark Penn, qui a récemment exposé sa théorie sur la politique gagnante dans un livre intitulé *Microtrends (Micro-tendances)*. La thèse de Penn, selon Rich, est que « il n'y a plus désormais une seule Amérique », mais plutôt « des centaines d'Amériques ». Penn, qui a conservé son poste de patron de la firme de relations publiques Burson-Marsteller, se félicite de la « segmentation de l'Amérique ». Cela est nécessaire, professe-t-il, parce que « les Américains dans leur écrasante majorité privilégient les idées modestes et raisonnables sur les thèmes grandioses et déraisonnables ». Ce renversement progressiste de la vieille technique stalinienne du saucissonnage, pourrait certes assurer la transition vers une victoire démocrate ; et ce serait sans aucun doute le point de départ pour bien des réformes morcelées, comme dans l'annonce de Mrs. Clinton. Mais les « idées modestes » et l'acceptation de l'idée selon laquelle « il n'y a plus désormais une seule Amérique » constituent des recettes contestables dans une nation qui se souvient (tout au moins parfois) de son héritage républicain tout en désirant des « réformes majeures » et une approche « entièrement nouvelle » de la politique.

L'autre option parie sur le réveil de l'esprit républicain. Dans la rhétorique en plein essor de Barak Obama, qui a retenu l'attention du public pour la première fois lors de son discours de 2004 à la Convention démocrate, on entend la rhétorique du *Civil Rights Movement* (Mouvement des Droits civiques), les espoirs rythmés du gospel, aussi bien que la rhétorique du grand théâtre shakespearien. Son discours de réception après sa victoire surprise dans l'Iowa semblait faire écho à l'Henry V du barde, s'adressant aux « happy few » le jour de la Saint-Crépin avant la bataille d'Azincourt. Faisant appel précisément à l'Amérique une, prêchant la nécessité de surmonter l'impasse douloureuse qui a fait du mot « politique » un mot obscène aux oreilles de nombreux citoyens, Obama semble avoir allumé une étincelle. Mais où est le tison ? Comment le feu sera-t-il entretenu ? Comment le candidat de

---

<sup>3</sup> « Pre-Kindergarten universel ». Programme scolaire prévoyant de ramener l'âge des écoliers en école maternelle à 4 ans au lieu de 5.

« l'espoir » peut-il surmonter les réflexions de bon sens et de sang-froid des anciens du parti, qui préfèrent Hillary Clinton comme la candidate de « l'expérience » ?

Le dos au mur dans le New Hampshire, Hillary Clinton a mis les pieds dans le plat. Dans ce qui avait l'air d'une remarque de sens commun, elle a mis en évidence ce qui pourrait bien se révéler l'élément crucial dans le renouveau de la démocratie américaine à la fin de l'ère Bush. « Le rêve du Docteur King a commencé de devenir réalité lorsque le président Johnson a paraphé la loi sur les droits civiques (*Civil Rights Act*) », a déclaré la sénatrice, « il a fallu un président pour que ce soit fait. » Bien que cela soit littéralement vrai, il y a eu de nombreux présidents avant Johnson ; et ils ne l'ont pas fait. On pourrait même dire que c'était uniquement grâce au *Civil Right Movement* (Mouvement des droits civiques) que le président put agir avec succès. L'insensibilité de Mrs. Clinton – qui s'est manifestée au moment même où elle faisait preuve d'une sensibilité exquise auprès de son public féminin, montrant en fin de compte que elle aussi avait des émotions comme nous tous, versant une toute petite larme comme elle répondait à une question sur son ambition personnelle – lui coûtera-t-elle sur le plan électoral ?<sup>4</sup> Cette question peut être laissée ici de côté ; ce qui nous intéresse ici, c'est l'avenir de la démocratie américaine, non celle d'un candidat à l'investiture, elle une femme, lui un Afro-Américain.

L'attrait de la candidature Obama repose dans sa dimension *post-raciale*. Tout se passe comme si l'appel du Mouvement des Droits Civiques à l'*intégration et l'égalité entre tous les Américains* avait été accompli ; la vieille politique de coalition, dans laquelle les Africains-Américains étaient devenus simplement un groupe d'intérêts parmi d'autres réclamant sa part du gâteau, pourrait enfin être dépassé. Tandis que la victoire d'Hillary Clinton pourrait briser ce qu'elle nomme « le plus dur des toits de verre », il n'est pas certain qu'elle inaugurerait une ère *post-féministe* – ce qui, par ailleurs, pourrait ne pas être une bonne chose ! C'est une politicienne de première classe dont la victoire, cependant, marquerait le triomphe de la politique partisane sur l'espoir d'un renouveau politique.

Dans l'insistance de Mrs. Clinton sur le rôle du président dans l'accomplissement de la réforme des droits civiques, il y avait un sous-entendu révélateur. Lorsque Lyndon Johnson signa la loi des Droits Civiques, il dit à ses amis : « Le Sud est perdu pour une génération ».

---

<sup>4</sup> Il faut souligner que l'animosité à l'encontre d'H. Clinton est énorme ; elle est peut-être le seul candidat apte à unifier avec succès la coalition du parti républicain !



Et il avait raison ; la conquête du Sud, et de Washington, par le parti républicain, date de ce moment. D'aucuns louent Johnson d'avoir mis l'intérêt national au dessus d'intérêts partisans. Mais, en dépit de sa surdité à l'égard des mouvements de libération nationale à l'étranger, Johnson était un politicien qui, tel le Prince républicain de Machiavel, savait que l'occasion ne frappe qu'une seule fois. En ce sens, il peut en effet être considéré comme un esprit proche de Barak Obama, plutôt que d'Hillary Clinton<sup>5</sup>.

« Ce ne sera pas facile... ce ne sera pas facile », scandé Barak Obama à chacun de ses discours récents. Il a raison. Mais lorsque les gens cherchent à lui expliquer qu'il ferait mieux de rester au Sénat, accumulant de l'expérience et de la réputation avant de sauter sur la scène nationale, sa réponse est plus révélatrice qu'il ne le pense. Le moment de l'action ne surgit qu'une seule fois ; le temps a trouvé son homme, qui ne peut se dérober. Obama a peut-être pensé au *Jules César* de Shakespeare (Acte IV), qui affirme que

Une marée préside aux affaires des hommes ;  
Il faut saisir le flux qui mène à la fortune,  
Faute de quoi, tout le voyage de leur vie  
Est pris dans les bas-fonds et les calamités.

Mais lui bien sûr ne cite pas la source probable de l'auteur – Machiavel –, même s'il met de fait en pratique l'enseignement du Florentin, lequel misait sur la *virtù* pour vaincre les vicissitudes de *Fortuna*. C'est peut-être la vieille leçon politique – comprise par le dramaturge élisabéthain mieux que par les réformateurs pétris de bonnes intentions – qui évoque la possibilité d'un renouveau d'une république devenue la proie d'une peur manipulée par les politiciens réactionnaires.

L'expérience historique appuie cet espoir. Par opposition au modèle européen dont les origines reposent dans la Révolution française – qui dut s'emparer du pouvoir d'État avant d'en user pour remodeler la société de manière à surmonter la distinction entre les intérêts particuliers de la société et l'intérêt général incarné par l'État – les Américains ont cherché à protéger l'autonomie de leurs relations sociales en créant des institutions républicaines dont l'universalité protégeât la pluralité d'une société démocratique et de ses activités. Le modèle européen est une république démocratique, une démocratie sociale dans laquelle les

---

<sup>5</sup> Il faut observer que tandis qu'Obama a remporté de larges majorités de votants noirs dans le Sud, il a également obtenu le soutien de 30% ou plus de Blancs du Sud. Cela pourrait bien signaler l'arrivée sur la scène

différences de classes sont nivelées autant que possible ; le modèle américain est une démocratie républicaine dans laquelle les institutions politiques entretiennent le pluralisme et le pragmatisme qui assurent le dynamisme des relations sociales. Ce qui, aux yeux des critiques d'Obama, apparaît comme le caractère vague et purement rhétorique de sa campagne est, dans cette perspective, ce qui fait sa force. Il n'est pas besoin d'être un poète pour savoir que les mots ont un pouvoir exceptionnel pour la simple raison qu'ils créent un monde de signification partagé par tous dans lequel les individus se trouvent capables d'agir ensemble. Cela n'était-il point, en dernier ressort, la force de John F. Kennedy, auquel Obama est souvent comparé ?<sup>6</sup>

**Traduction : Ariel Suhamy**

Texte paru dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 18 février 2008

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

politique de cette « nouvelle génération » en laquelle Johnson plaçait son espoir pour l'avenir. Cf. mon « point de vue » dans Ouest-France, 12 février 2008, « Ce qui est en train de changer en Amérique ».

<sup>6</sup> Concernant la comparaison entre démocraties américaine et française, cf. Dick Howard, *Aux origines de la pensée politique américaine*, Buchet-Chastel, 2003.